



## Une bibliothèque militante à la Grange-aux-Belles n°4 mars 2024

Lorsque vous venez dans les locaux nationaux de l'Union, passez voir cette bibliothèque, votre bibliothèque. Elle est située au 2<sup>ème</sup> étage, une partie dans la cafeteria, l'autre dans le couloir du bâtiment, juste en face. Les livres sont à disposition. Servez-vous et ... pensez à les ramener. Pour les camarades qui n'ont pas l'occasion de venir à un Bureau national, un Comité national, une formation syndicale, une réunion de commission Solidaires, un conseil fédéral ou quoi que ce soit organisé dans ces locaux, vous pouvez nous contacter si vous a besoin d'un livre, ou de plusieurs ; on fera le nécessaire pour que vous y ayez accès.

Voici les dernières acquisitions venant des éditions **Arbre bleu**, **Atelier de création libertaire**, **Libertaires** (en janvier puis février, c'était Agone, Anacaona, Libertalia, du Coquelicot, Syllepse, Acratie, de l'Asymétrie, La fabrique, Les bons caractères). Dans les prochains bulletins, il nous restera à présenter les titres des éditions Chant d'orties, de La dernière lettre, Divergences, du Bout de la ville, du Croquant, L'échappée, La découverte, La dispute, La ville brule, Les indes savantes, Lux, Nada, Otium, Premiers matins de novembre, Rue des cascades, Repas, Smolny, Sociales ... et sans doute quelques autres.



Pour nous contacter :

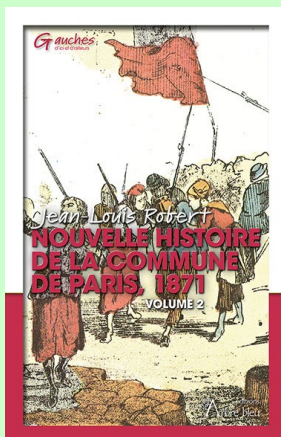
[lina.cardenas@solidaires.org](mailto:lina.cardenas@solidaires.org)

[mahieux@solidaires.org](mailto:mahieux@solidaires.org)



Editions Arbre bleu

Editions Arbre bleu



Les interprétations de la Commune de Paris ont été multiples, toutes appuyées sur des arguments solides. Relevons-en cinq, les plus significatives. La première voit dans la Commune les prémices de la révolution ouvrière, une forme de la dictature démocratique du prolétariat, étape vers le socialisme et le communisme. La seconde s'accorde avec la première sur le sentiment d'une aube, mais y voit une remise en cause immédiate de l'État, de toute forme de gouvernement, de toute domination. Une autre interprétation met en avant la république, sans doute sociale, mais d'abord la république comme visée première d'une insurrection patriotique qui clôt le cycle des insurrections. Plus récemment est venue l'idée que la Commune est avant tout une insurrection de circonstances. La Commune devrait se comprendre plus comme accident de l'histoire qu'inscrite dans un mouvement long. Enfin la Commune peut apparaître d'abord comme un des nombreux rebonds des insurrections populaires qui marquent l'histoire de France, des communes médiévales aux gilets jaunes.

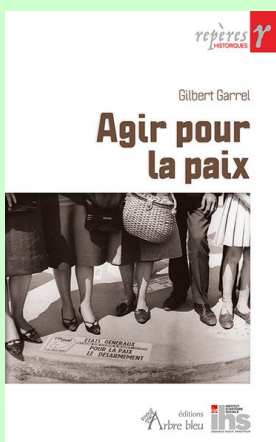
L'auteur du livre propose, dans cette somme (3 volumes), une lecture approfondie de cette histoire. Pour lui, c'est dans la multiplication de lignes mélodiques distinctes, de contrepoints, de variations à dégager et à croiser qu'il faut concevoir la recherche de la mystérieuse harmonie polyphonique de la Commune. Il faut dès lors aborder la Commune comme un fait historique total, social, politique, culturel, anthropologique. Usant de sources encore peu utilisées – la presse communarde a été systématiquement et entièrement dépouillée, de grandes séries d'archives ont fait l'objet d'un examen précis... –, croisant les méthodes les plus rigoureuses et les approches les plus diverses, de l'histoire des représentations morales au comptage des mariages, l'auteur reconstruit progressivement l'ensemble des interactions à l'œuvre pendant la Commune. Pendant 72 jours, la révolution débat avec elle-même, un débat qui nous parle encore profondément, tant les problématiques des communardes et des communards résonnent avec les nôtres. La Commune apparaît alors bien comme une œuvre, certes terminée tragiquement, et c'est bien vers cela que l'auteur nous conduit, pas à pas, permettant à chacune et chacun de garder sa totale liberté de regard vis-à-vis de l'événement.



Fondé en 1943 sous le nom de Caisse de secours et de prévoyance de l'administration des finances, la Mutuelle Centrale des Finances (MCF) compte environ 15 000 adhérents issus pour l'essentiel de ses bastions traditionnels (ministère des Finances, Cour des comptes...).

Caractérisée notamment par l'extraordinaire stabilité de ses dirigeants — elle n'a connu que cinq présidents depuis sa création ! - elle a tracé son propre sillon sans toujours suivre l'exemple des autres acteurs mutualistes, y compris ceux de la fonction publique, sans toutefois jamais renier ses principes mutualistes ni ses valeurs. C'est précisément cette voie originale, faite de constance et d'indépendance, qui fait aujourd'hui de la Mutuelle Centrale des Finances une mutuelle si singulière.

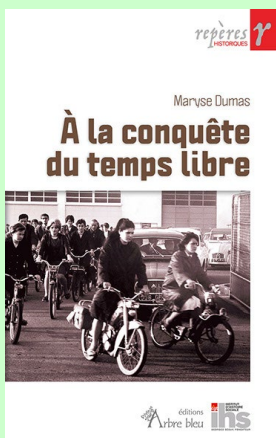
En retraçant cette histoire riche de huit décennies, située au confluent de l'histoire sociale et de l'histoire économique, l'historienne Charlotte Siney-Lange nous éclaire sur les particularismes d'un milieu professionnel — celui de l'administration centrale du ministère de l'Économie et des Finances — en même temps qu'elle dévoile un pan méconnu du mouvement mutualiste.



Sur une période longue, une approche globale des positionnements du mouvement ouvrier et particulièrement de la CGT peut conduire à affirmer comme une évidence que le syndicalisme est pour la paix. Pourtant, cette question a fait l'objet de controverses dans l'histoire du syndicalisme et a même parfois contribué à sa division.

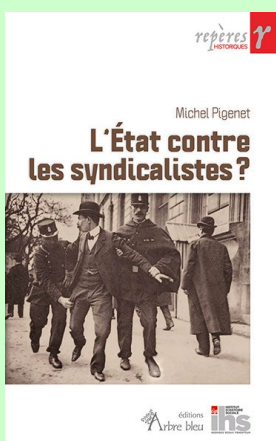
Comment le mouvement syndical — particulièrement la CGT — a-t-il réussi à concilier ses aspirations à la paix, à la solidarité internationale et son rapport à la nation ? Si les militants syndicaux sont pour la paix, sont-ils pour n'importe quelle paix ? Toutes les guerres sont-elles jugées injustes ? Si le syndicalisme est pour la paix, quelle place occupe-t-elle dans son activité ?

Autant de thèmes auxquels Gilbert Garrel apporte un précieux éclairage dans ce livre qui dresse un large panorama (de la fin du xixe siècle jusqu'à aujourd'hui)..



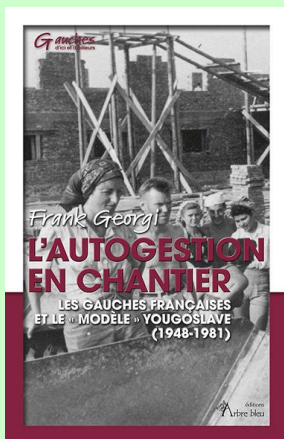
Conquérir du temps libre pour se reposer, se cultiver, se former, se distraire et profiter de ses proches est une aspiration ancienne du monde du travail. En dépit d'avancées majeures (réduction du temps de travail, congés payés), cette conquête n'a jamais été un long fleuve tranquille et l'actualité la plus brûlante est là pour nous rappeler qu'elle est constamment menacée et à défendre.

Ce constat n'en donne que plus de force au livre de Maryse Dumas qui présente, sur un siècle et demi, les victoires et les défaites en la matière, de la revendication de la journée de huit heures jusqu'aux nouvelles formes d'aliénation liées aux nouvelles technologies. Elle accorde également une grande attention au travail des femmes, dont le temps dit « libre » a été (et demeure souvent, hélas) moins un temps de loisir que celui des hommes.



L'usage de gaz lacrymogènes, les tirs de LBD, pour ne rien dire des charges et des passages, témoignent cruellement de l'actualité des violences policières, que prolonge parfois la répression judiciaire. Le constat interroge dans un pays démocratique, où la violence n'est légitime que dans un cadre strictement réglementé et au service de l'intérêt général. À plus forte raison quand, depuis 1946, le droit de défendre ses intérêts par l'action syndicale est reconnu par la Constitution.

Michel Pigenet étudie, sous cet angle, l'évolution des rapports complexes entre l'État et le syndicalisme depuis un siècle et demi. Il confronte l'État, tel qu'il s'affiche ou se perçoit (État protecteur, État social), à la réalité de sa pratique comme instrument de domination sur le temps long (État gendarme). Chemin faisant, il pose la question d'un antisindicalisme d'État.



Cinquante ans après Mai 68, cet ouvrage se propose de revenir sur l'une des utopies les plus emblématiques du printemps des barricades : l'autogestion. Pendant plus d'une décennie, le mot, longtemps cantonné aux marges, s'installe au cœur des débats de la gauche française. Il s'invite dans les programmes des partis et des syndicats, nourrit les réflexions et les rêves d'un socialisme différent, fondé sur la démocratie intégrale, depuis l'entreprise jusqu'à la société tout entière. Il semble prendre corps à travers la grève des ouvriers de Lip en 1973, avant que l'engouement ne retombe à la veille de l'élection de François Mitterrand en mai 1981. Depuis quelques années, l'idée resurgit comme une réponse possible aux impasses du capitalisme contemporain.

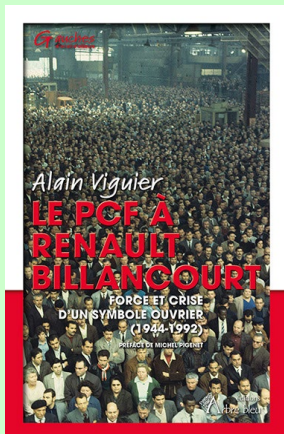
L'autogestion n'est pourtant pas sortie tout armée de l'imagination des étudiants et des ouvriers français dans la fièvre des journées de Mai. Le « socialisme autogestionnaire » est né ailleurs, dans un pays qui n'existe plus, et son importation en France relève d'un transfert culturel.

Le mot comme la chose renvoient à une expérience unique, engagée près de vingt ans plus tôt dans la Yougoslavie communiste du Maréchal Tito, au lendemain de la rupture avec Staline. Comprendre son émergence et son déclin en France sur trois décennies suppose d'écrire l'histoire du « modèle » yougoslave, aujourd'hui bien oublié, et de sa réception par les gauches françaises.

Frank Georgi, à partir d'une masse impressionnante d'archives inédites, de revues, d'ouvrages et de témoignages d'acteurs, reconstitue et explique cette fascination durable, parfois ambivalente et paradoxale, pour le « pays de l'autogestion », qui a touché nombre d'intellectuels et de chercheurs, de syndicalistes et de militants politiques, des trotskystes et des libertaires aux chrétiens de gauche, de la SFIO au PSU et à la CFDT.

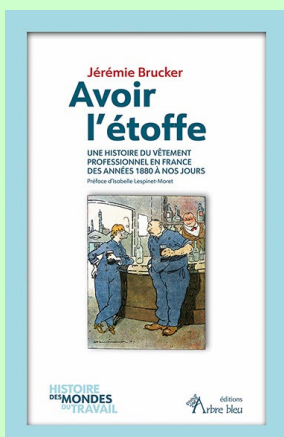
---

L'élucidation des ressorts de l'engagement d'ouvriers dans le Parti communiste français et de son audience auprès d'eux, puis de leur dépérissement, à partir du cas spécifique mais emblématique de Renault Billancourt, tel est l'objet de ce livre. Il cherche à saisir les transformations qui affectent ces liens, ces identités et leurs emboîtements de 1944 à 1992.



Les facteurs de changement sont multiples : pratiques politiques et syndicales, évolutions du travail, mutations sociales et culturelles affectant l'insertion des ouvriers dans la société française. Quelles en sont les conséquences sur les ressorts de l'adhésion au projet politique du PCF ? Comment les identités modelées par le travail, celles portées par les ouvriers étrangers ou les femmes, participent-elles de celle du Parti communiste et de ses contradictions ? L'auteur s'efforce de traduire les relations entre les diverses composantes ouvrières de l'usine et le PCF, pour saisir comment ce dernier s'est approprié les pratiques et les aspirations des ouvriers pour asseoir son identité de parti de la classe ouvrière. Cependant, la relation ainsi construite n'étant pas univoque, il s'agit encore de saisir comment les ouvriers ont tenté de s'emparer, et avec quels succès, de la politique communiste pour faire valoir leurs aspirations particulières, et quels « désenchantements » ont pu en résulter, participant ainsi de la crise du parti dans cette usine.

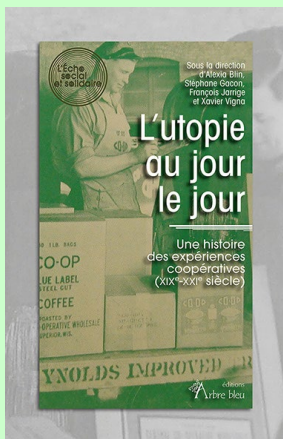
Dans cet ouvrage, Alain Viguier va bien au-delà de ces seuls questionnements et nous propose en filigrane un demi-siècle d'histoire sociale d'une usine ayant occupé une place particulière dans l'industrie automobile française, devenue dès le Front populaire emblématique de l'influence ouvrière du PCF, puis de sa crise dans les années 1980.



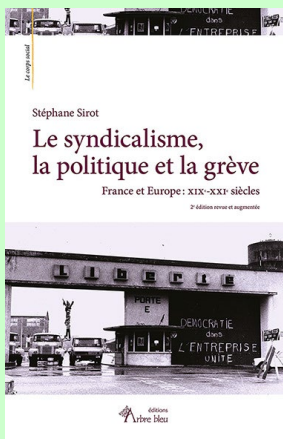
Dans le monde du travail, les lois, les règles, les normes, les codes et les usages font le vêtement. L'habillement porté au travail est une combinaison originale d'habits fournis ou imposés par l'employeur et de vêtements laissés à l'appréciation des travailleurs. Professionnel, de travail ou d'uniforme, l'habit revêt de nombreuses fonctions et symboliques : il cache, montre ou met en valeur le corps dans le but de servir l'entreprise à l'extérieur comme dans son organisation interne.

Simplifiée, normalisée, voire supprimée, la tenue de travail implique l'intervention, la manipulation et le regard d'une multitude d'acteurs, par exemple, les dirigeants d'entreprise, les fabricants de vêtements, les travailleurs et les travailleuses ou encore les usagers et les clients. Cet ouvrage étudie le vêtement sous toutes ses coutures – couleurs, formes, matériaux – et analyse sa place dans l'organisation des entreprises, notamment à La Poste et à la SNCF. Cette étude mesure le rôle du vêtement de travail dans la construction des identités sexuées personnelles et professionnelles afin d'évaluer le pouvoir des apparences dans les milieux professionnels des années 1880 à nos jours.





En cette période de crise économique et de remise en cause du capitalisme, la coopération revient à la mode. Mais on ignore encore beaucoup de l'histoire de ce mode d'organisation qui prétend mettre la démocratie au cœur de l'économie. Si les cadres institutionnels, et les débats théoriques que les coopératives ont suscités depuis le début du XIXe siècle sont connus, leur histoire pratique reste largement ignorée. Que se passe-t-il une fois franchie la porte de la cave coopérative, du magasin ou de l'atelier ? Comment s'organise, au jour le jour, le travail ? Quand peut-on dire qu'une coopérative est une réussite ? Comment ses membres participent-ils aux évolutions de la société de leur temps ? Ce sont ces questions dont traite l'ouvrage, à travers les contributions de spécialistes de la coopération du XIXe siècle à nos jours. Une vingtaine de chapitres permettent de parcourir le quotidien des coopérateurs de l'Europe occidentale à la Russie, en passant par les États-Unis et l'Empire britannique. En scrutant les aspects concrets de l'utopie, ces textes ici nous renseignent sur le potentiel émancipateur de la coopération.



En France comme en Europe occidentale, le droit des syndicats à défendre le quotidien des travailleurs est légalement admis. Reconnu par l'État, voulu par la démocratie d'opinion, ce droit légitime l'organisation du salariat depuis sa légalisation au XIXe siècle. Mais il n'a jamais été sa seule raison d'être. Le syndicalisme est porteur, dès l'origine, d'un projet de transformation de la société visant à substituer, à la démocratie libérale, une démocratie sociale. Qu'en est-il aujourd'hui de ce projet d'essence politique dont la grève, symbole de l'autonomie ouvrière et de la mise en pratique d'une forme de démocratie directe, a longtemps été l'arme privilégiée ?

Reprenant de manière originale la question lancinante de la « crise du syndicalisme », Stéphane Siroto inscrit le fait syndical dans la longue durée de l'histoire du salariat depuis la Révolution française et fait la part des rapprochements et des singularités entre la France et ses principaux voisins européens.

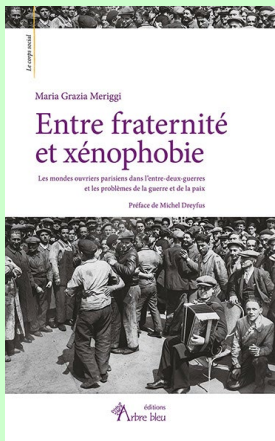
Il met en lumière l'inconfort du mouvement syndical, sommé d'agir au nom du bien commun et pas seulement des salariés, piégé par la rhétorique réformatrice des gouvernements qui aspirent à le domestiquer, pour exister dans la fidélité à sa tradition de contre-pouvoir. Le syndicalisme français, qui semble résigné à n'être plus qu'une force d'accompagnement, paraît entré dans un nouvel âge de son parcours. Par ce retour sur l'histoire du salariat organisé, l'ouvrage se propose de clarifier les termes du débat sur l'avenir du syndicalisme et de fournir des outils de compréhension pour penser à nouveaux frais notre question sociale.

De toutes les fédérations professionnelles que compte la CFDT, Interco est l'une des plus importantes en termes d'adhérents. Pourtant, elle n'est pas celle dont l'histoire semble la plus simple à retracer. Il s'agit non seulement d'une jeune organisation à l'échelle de l'histoire du syndicalisme français – elle ne voit le jour qu'en 1974, soit dix ans après la création de la CFDT, elle-même fruit de la déconcessionnalisation de la majorité de la CFTC née en 1919 –, mais elle fédère en outre tellement de cultures professionnelles distinctes, de branches et de professions – des personnels communaux aux sapeurs-pompiers en passant par les policiers, les professionnels de la justice, les agents de la distribution des eaux, les personnels des offices HLM... – que son identité ne se laisse pas facilement appréhender.



Romain Vila se joue de ces deux difficultés avec brio. En faisant démarrer son propos à l'époque du Front populaire, il retrace tout d'abord la genèse de la Fédération Interco, reconstituant l'histoire des multiples organisations syndicales dont elle est issue, en même temps qu'il nous éclaire sur la façon dont un processus de regroupement syndical peut se conjuguer avec le respect des identités professionnelle de chacun. Dans un second temps, en analysant l'histoire de la fédération à partir de sa constitution en 1974, l'auteur revient sur un grand nombre de thématiques contemporaines, telles que le statut, les retraites, la réduction du temps de travail, la décentralisation, la syndicalisation ou la modernisation de la fonction publique territoriale. C'est donc une histoire vivante qui est à l'œuvre dans ces pages. Loin d'un récit figé des batailles du passé, le lecteur y puisera matière à réflexion sur bien des thèmes qui demeurent d'une brûlante actualité, à commencer par celui de la désyndicalisation, première cause actuelle de la crise que traverse le syndicalisme français.

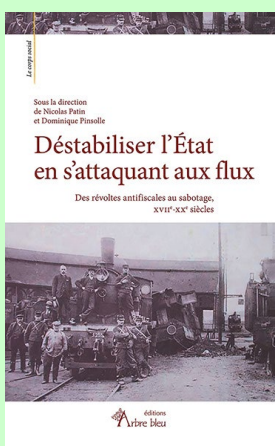
Enfin, initié par la Fédération Interco elle-même mais confié à un jeune chercheur, la présente monographie valide la pertinence d'une démarche de co-construction militants/chercheurs dans l'élaboration d'une historiographie du syndicalisme s'efforçant d'éviter deux écueils : d'une part celui d'une histoire militante trop éloignée de la rigueur scientifique et des canons universitaires, d'autre part une analyse savante mais dans laquelle les militants syndicaux ne retrouvent pas l'histoire qu'ils ont forgée.



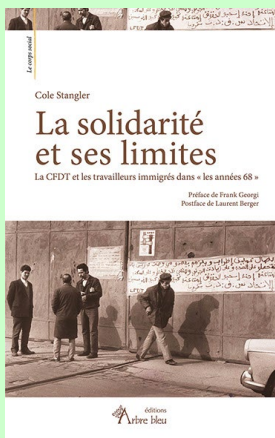
La période de l'entre-deux-guerres, plus que d'autres, est tout à la fois marquée par une combativité et une solidarité ouvrières intenses, dont le Front populaire constitue le point culminant, et une poussée nationaliste et xénophobe dont les travailleurs immigrés sont en grande partie la cible sur fond de crise économique. Maria Grazia Meriggi s'efforce de montrer comment cette double réalité trouve à s'articuler sur le lieu du travail, terrain d'observation qu'elle a fait le choix –judicieux – de privilégier.

S'appuyant sur un impressionnant travail de dépouillement d'archives (des archives syndicales aux archives de police), le résultat étonne par sa richesse. L'analyse des grèves en région parisienne (mais aussi dans le Nord) au cours des années 1920 et 1930, dans des secteurs parfois peu étudiés jusqu'alors, l'énergie déployée par certaines organisations syndicales en faveur d'une égalité de traitement entre ouvriers français et étrangers, l'action des sections « ethniques » de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), la propagande xénophobe et antisémite des « jaunes » et des ligues nationalistes sont autant de thèmes que l'auteure aborde ici avec une grande justesse.

Surtout, cette analyse « par en bas » ne se fait jamais au détriment du contexte national et international qui est toujours parfaitement restitué dans ce livre auquel la montée des populismes donne hélas une actualité certaine.



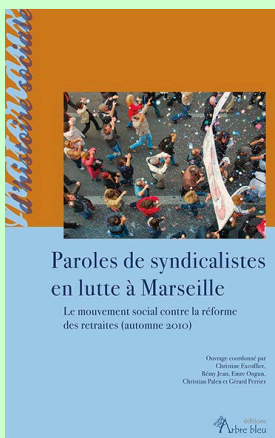
Les blocages des ronds-points organisés par les « gilets jaunes » en France à partir de l'automne 2018 ont surpris par leur caractère apparemment inédit. Or, l'idée que la perturbation, voire l'interruption de certains flux essentiels à la bonne marche du pays peut être un levier d'action a une longue histoire. En remontant à l'époque où l'État moderne s'est affirmé en Europe, ce livre explore les rapports entre contestation, atteintes aux flux et pouvoir. Issues d'un séminaire organisé à l'Université Bordeaux Montaigne dans le cadre du Centre d'études des mondes moderne et contemporain, les contributions qui le composent posent la question de l'émergence de pensées subversives prenant en compte la dépendance croissante du pouvoir étatique à l'égard de certains flux matériels et immatériels. Si le développement des grands réseaux de transport et de télécommunication au XIXe siècle change la manière de concevoir l'action contestataire, l'ouvrage rappelle que les atteintes aux flux étroitement liés à la souveraineté étatique sont bien antérieures à l'ère industrielle. Cette perspective chronologique permet d'éclairer l'origine et le sens de pratiques parvenant parfois à déstabiliser l'État, et de nuancer l'idée que les blocages seraient aujourd'hui un instrument de lutte totalement nouveau.



Comment les syndicats ont-ils abordé la question des travailleurs immigrés dans la France des années 1960 et 1970 ? Le sujet a été rarement traité, ou abusivement simplifié en quelques formules expéditives. Cela ne donne que plus de valeur au beau travail de Cole Stangler.

L'auteur sait manier les niveaux d'analyse : il étudie la politique confédérale, mais aussi celle de fédérations où sont employés de nombreux immigrés (le Bâtiment et la Chimie) et d'une Union départementale (Paris), et s'intéresse aux militants et à plusieurs grèves ou conflits locaux.

Cole Stangler s'appuie sur des sources variées, parfois peu utilisées jusqu'alors. Parfaitement maîtrisée, son enquête n'a rien d'hagiographique. La CFDT se situe à un moment particulier de son histoire, entre la déconfessionnalisation de 1964 et le recentrage de 1979, mais au-delà, c'est l'ensemble de la société qui se transforme. De nouvelles revendications émergent au sein d'un monde du travail de plus en plus diversifié.

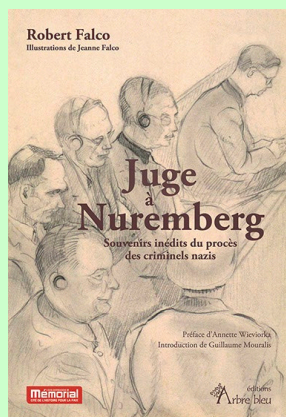


En quinze ans, la France a connu trois mouvements sociaux d'une ampleur exceptionnelle sur la question des retraites. Celui de l'automne 2010, avec son lot de manifestations, de grèves et de blocages, mais également de débats de société et d'enjeux politiques, est sans conteste le plus spectaculaire d'entre eux. Marseille en a été le phare méridional et la vedette des médias : ses raffineries et son port paralysés, ses cortèges fournis ont fait la « une » des journaux, la détermination de ses « tatas » des cantines scolaires a impressionné, et ses rues encombrées d'ordures ménagères ont fourni aux télévisions des images-choc. Interroger le conflit social de 2010 depuis cet observatoire privilégié est une chance.

Quel est le sens de ce mouvement ? Comment a-t-il été vécu par ses acteurs ? Quel bilan en dressent-ils ? Pourquoi a-t-il échoué, malgré sa puissance et le soutien indéfectible de l'opinion ?



Quelles questions pose-t-il à la gauche et au syndicalisme ? Comment ce dernier doit-il concevoir son rapport au politique ? Enfin, quelles sont les leçons à en tirer pour l'avenir ? Telles sont quelques-unes des interrogations soulevées dans ce livre. Des syndicalistes de terrain, acteurs les plus proches de la conduite quotidienne des événements, y apportent leurs réponses. Donner la parole à ceux qui l'ont rarement est l'une des grandes originalités de cet ouvrage, enrichi d'une analyse du contexte et d'une chronologie et complété par des débats entre anciens dirigeants syndicaux et chercheurs. Ces Paroles de syndicalistes en lutte à Marseille passionneront tous ceux qui veulent comprendre le temps présent et ne renoncent pas à changer l'avenir.

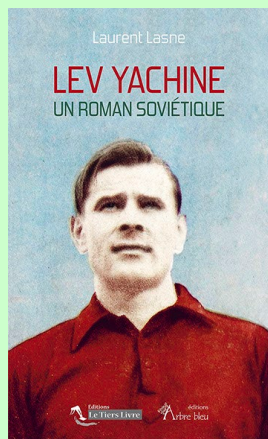


Robert Falco (1882-1960), chassé de la magistrature par les mesures antisémites de Vichy, apprend en juin 1945 que l'on recherche des conseillers à la Cour de cassation « parlant anglais et désirant éventuellement siéger comme juges au tribunal international en voie de création ». Il sera l'un des deux juges français au procès de Nuremberg.

Commencé en juin 1945 à Londres où se déroule la conférence chargée de créer le tribunal international, le récit de l'auteur nous conduit de Berlin en ruines à Nuremberg avant de s'achever en octobre 1946 à Prague où, invité du gouvernement tchèque, l'auteur livre ses réflexions sur le procès qui vient de se clore.

À travers ce journal sobre et alerte, illustré des dessins réalisés par Jeanne Falco, sa seconde épouse qui l'accompagna au cours de l'année passée à Nuremberg, Robert Falco nous fait découvrir les coulisses du « procès du siècle » et nous dépeint ses différents acteurs.

Surtout, et c'est là un des principaux apports de son témoignage pour l'histoire, il nous permet de prendre la mesure du peu de moyens consacrés par le gouvernement français à cet événement, au regard de ceux déployés par les trois autres pays représentés (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS). Le journal du juge Falco éclaire ainsi de manière originale la place de la France libérée dans le concert des nations.



« C'est moins le gardien de but légendaire qui m'intéressait que l'homme, sa jeunesse, ses doutes et ses tourments. » Voilà comment Laurent Lasne résume son projet d'écriture sur Lev Yachine, né à Moscou au sein d'une famille ouvrière, au moment où Staline concentre tous les pouvoirs.

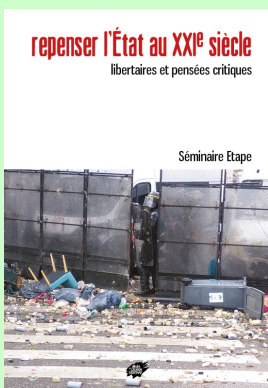
Considéré comme l'un des plus grands gardiens de but de l'histoire du football, « ballon d'or » en 1963, le point d'arrivée de ce joueur d'exception, qui forgea la légende du Dynamo Moscou et fit briller la sélection nationale, est connu. Mais quels furent son parcours et la place de la culture ouvrière dans sa trajectoire ? Pourquoi diable s'était-il mis en tête de révolutionner la fonction de gardien de but contre la doxa conservatrice qui le traita d'abord de « clown » et d'« incapable » ?

Orphelin de mère à six ans, ouvrier à treize ans, fumeur et souffrant d'un ulcère à l'estomac, c'était plutôt mal parti pour se forger un destin hors du commun, mais c'était déjà assez pour dégingoler dans une grave dépression. Il n'avait pas vingt ans. Essoré, il voulut tout arrêter... et c'est alors que tout commença, vraiment.

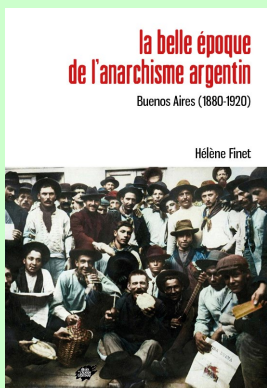
Au-delà du destin de Lev Yachine, l'auteur nous immerge dans la société soviétique et dans les cercles du pouvoir, il nous entraîne dans les quartiers de Moscou, et en filigrane le football devient alors une métaphore pour raconter ce pays de « l'illimité ». Une magnifique chanson de geste qui s'attache à décrire comment un enfant du peuple mal embarqué, plus tolstoïen que communiste, a pu s'élever au rang de légende.

### **Editions Atelier de création libertaire-----Editions Atelier de création libertaire**

C'est dans un contexte d'une certaine atonie intellectuelle libertaire franco-française qu'est né, en juin 2013, le séminaire de recherches militantes, libertaires et pragmatistes Etape (Explorations théoriques anarchistes pragmatistes pour l'émancipation), associé au site de réflexions libertaires Grand Angle, créé dans la foulée, en septembre 2013.



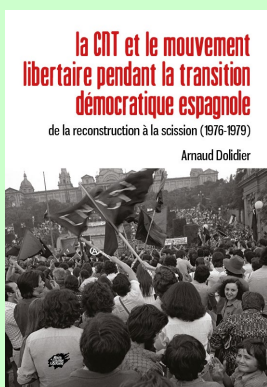
Le présent ouvrage est consacré à la question de l'État. Dans l'imaginaire anarchiste, l'État, comme la religion (le fameux Ni Dieu ni maître) ou le vote (la promotion anarchiste de l'abstentionnisme), a souvent été vécu comme un repoussoir. C'est plutôt un certain manichéisme diabolisateur qui domine les expressions publiques libertaires sur la question. Cependant, comme pour la religion ou le vote, la galaxie anarchiste se révèle historiquement plus composite et nuancée dans ses analyses. C'est avec ce goût de la nuance que nous avons voulu renouer. En tentant de prendre nos distances avec la tendance à essentialiser l'État, en en faisant en quelque sorte une figure du Mal, des anarchismes normatifs (des anarchismes en tant que projets moraux et politiques), tout en faisant notre miel d'un anarchisme méthodologique (une posture d'analyse défétichisant l'État).



L'histoire de l'anarchisme argentin est très mal connue. En réalité, entre 1870 et 1930, il est véritablement le plus prolifique et le plus original de toute la région latino-américaine, si l'on exclut l'exemple du Mexique où, avec les frères Flores Magón, on a plutôt affaire à un contexte révolutionnaire paysan. Sous-estimé par les historiens européens, qui préfèrent généralement s'intéresser à la CNT espagnole, syndicat constitué en 1911. L'anarchisme en Argentine (né en 1870) échappe aux débats européens alors en cours sur le vieux continent. Sur le Río de la Plata, les anarchistes ont avec les socialistes des liens de proximité contradictoires, occupant le même terrain et multipliant avec eux les controverses endiablées. Ils passent, dans un premier temps, d'un fonctionnement fondé sur l'associationnisme, à une structure unique, la société de résistance, souvent mal comprise, mais dont la complétude politique va lui conférer une force considérable et la capacité de s'imposer comme organisation de lutte.

Dès 1901, la création de la Fédération ouvrière argentine (FOA, devenue par la suite Fédération ouvrière régionale argentine) pose les bases d'un anarchisme organisé et structuré, qui en fait la première organisation de masse libertaire au monde en se distinguant nettement du syndicalisme.

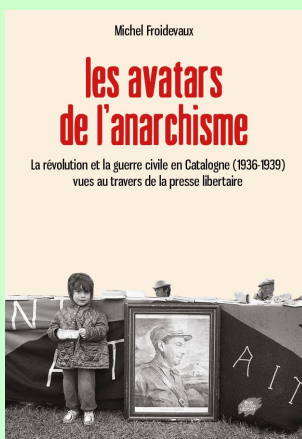
Dans le texte que nous vous proposons, Hélène Finet, spécialiste des mouvements anarchistes latino-américains, présente la richesse de cette histoire qui, malgré les fragilités, les contextes politiques et sociaux régionaux et internationaux, continue à susciter un écho dans la « socialité ouvrière et militante d'aujourd'hui ».



Les récits dominants de la transition politique qui a traversé l'Espagne après la mort de Franco et la fin formelle de la dictature, en 1976, mettent toujours en avant le rôle des partis politiques et des syndicats « réformistes ». Ceux-ci ont masqué, pendant longtemps, le rôle important qu'ont eu les luttes sociales, en général, et, en particulier, à restreindre celui joué par le mouvement libertaire, en le cantonnant à un phénomène marginal et anecdotique. L'un des objectifs de ce travail est de montrer au contraire l'importance de la présence de l'anarchosyndicalisme et des anarchistes pendant cette période, malgré la répression sciemment organisée et orchestrée par les institutions contre les idées et les pratiques révolutionnaires revendiquées par ces mouvements. En même temps, l'auteur s'efforce de montrer les difficultés internes et les contradictions présentes au sein des organisations et groupes héritiers de l'anarchisme classique et relativement figé, et aussi au sein de ceux promouvant un processus qui tiendrait compte de l'évolution des sociétés démocratiques. Cette recherche pointue et empathique nous renvoie aux débats actuels au sein des mouvements sociaux et syndicaux.

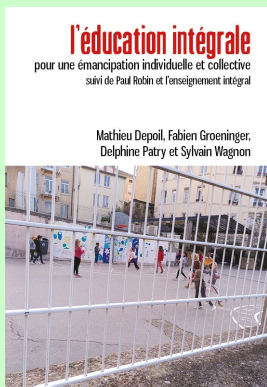


« Apprends et développe ta pensée critique à travers des définitions, des comparaisons et des métaphores sur les idées et les valeurs portées dans le monde merveilleux de l'anarchisme. » Voici un dictionnaire illustré destiné aux jeunes esprits rebelles qui découvrent cet idéal fantastique en dehors des sentiers battus. Jorge Enkis, originaire du Chili, est l'auteur, illustrateur et éditeur à l'origine de la première édition en espagnol de ce dictionnaire. Cette version en est une adaptation. Certains passages ont été traduits de l'espagnol, d'autres ont été créés par le collectif anarchiste canadien Emma Goldman.. Ce livre est destiné à un public de 9 ans et plus. Pour les parents, il représente une occasion formidable de dialoguer dans un but de développer la pensée critique des enfants. Il est enfin certain que les plus grand-es, ayant conservé leur jeunesse de cœur, pourront apprécier cet ouvrage.



L'anarchisme se trouverait-il condamné à être éternellement oppositionnel sans parvenir, non pas, bien sûr, à imposer, mais à implanter son projet de société ? Les influences exercées par le courant anti-autoritaire seraient-elles surtout secondaires ?

Le cas de la révolution espagnole permet, en partie, d'avoir des réponses à ces interrogations. C'est ce que nous pouvons constater à la lecture du texte de Michel Froidevaux et ses recherches réalisées à partir de l'analyse de plus de 130 périodiques libertaires de l'époque, concernant de nombreux thèmes de la vie de tous les jours, tels que les usines, les écoles, les quartiers, chez les coiffeurs et les barbiers, la création artistique, les spectacles, la sexualité, la corrida, le sport, etc. Analyses qui vont au-delà de la doxa rouge et noire et qui nous invitent à regarder l'avatar de l'anarchisme à partir de cet exemple historique unique. Celui-ci nous ramène concrètement à penser et vivre nos propres perspectives utopistes accompagnées par un engagement pragmatique où l'on retrouve une démarche commune entre politique et culture libertaire.



En travaillant sur l'éducation intégrale, Mathieu Depoil, Fabien Groeninger, Delphine Patry et Sylvain Wagnon ont conscience de réfléchir à un thème universel, celui de l'éducation, mais aussi à une certaine vision de l'humain et de la société. La force de l'éducation intégrale est bien là : permettre à chaque personne de penser et d'agir au sein de la société, et d'envisager sa propre vie avec celle des autres. Leur travail met en lumière l'actualité et les perspectives d'une démarche émancipatrice individuelle et collective.

Un ouvrage profondément humain, historique et scientifique, permettant de définir l'éducation intégrale à partir des textes du pédagogue anarchiste Paul Robin.



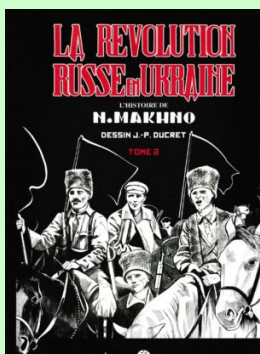
On fabrique des religions depuis des dizaines de milliers d'années. Homo sapiens sapiens, dès son apparition, enterre ses morts.

On en fabrique partout. L'ethnologie ne connaît aucune société sans religion. Si quelques sociétés modernes se disent laïques, elles signifient par là une variété, non une absence, de religions.

On en fabrique aujourd'hui. On n'en a même jamais autant fabriqué.

Cependant, s'il y a pléthore de livres avançant une théorie unique de l'apparition des religions, on compte sur les doigts d'une main les ouvrages qui tentent de rassembler l'ensemble des motifs de cette apparition. Moins nombreux encore ceux qui décrivent la fabrication religieuse. Jean-Manuel Traimond, avec ce texte, nous propose cette double lecture, toujours aussi libre et stimulante.

**Editions Libertaires**-----**Editions Libertaires**



La révolution d'Octobre en Russie eut lieu sur la base de deux revendications populaires : « Tout le pouvoir aux soviets » et « Paix immédiate ». Le peuple des villes et des campagnes y crut et se retroussa les manches.

En mars 1918, le traité de Brest-Litovsk se traduit par une capitulation devant l'Allemagne. La Pologne, l'Ukraine..., étaient livrées à la réaction et aux invasions étrangères tandis que le parti bolchevik, au motif de l'urgence militaire, mettait en place sa dictature sur le prolétariat. De 1917 à 1921, et jusqu'en 1924, en Ukraine du Sud-Est, les masses paysannes, qui étaient entrées en révolution, durent se battre sur plusieurs fronts. Contre les Allemands, les nationalistes, les blancs..., avec quelquefois le soutien – chiche – des bolcheviks. Et, contre tous ceux-là, dès lors qu'elles s'efforçaient de mettre en œuvre la révolution sociale d'Octobre.

La Makhnovchtchina (du nom de son leader charismatique, Nestor Makhno) fut l'âme de ces combats. Mieux, en anéantissant l'armée blanche de Dénikine qui se trouvait à l'aube de prendre Moscou, elle sauva la révolution. Au prix de plusieurs centaines de milliers de morts. Mais, épuisée et saignée à blanc, elle se fit peu à peu grignoter et liquider par l'Armée rouge.

Ce tome 2, comme le premier, est somptueux au plan graphique. Mais pas seulement. L'histoire de la révolution russe en Ukraine et de Nestor Makhno éclaire l'actualité du moment comme jamais encore.



Euskadi Ta Askatasuna (ETA) est l'organisation clandestine révolutionnaire dont la durée de vie a été la plus longue en Europe occidentale. Son objectif était l'instauration d'un État basque socialiste et indépendant, émancipé des États espagnol et français. Le groupe a émergé sous le franquisme, en décembre 1958, et s'est auto-dissout le 3 mai 2018. Au cours de ces décennies, l'Espagne a connu des transformations successives qui l'ont conduite de la dictature à la démocratie représentative. Des milliers de militants ont convergé dans les rangs d'ETA ou pour soutenir le groupe. Pour retracer l'histoire de ce dernier, nous avons choisi de présenter ici huit des entretiens que nous avons conduits avec 61 militant-e-s appartenant à quatre générations successives (l'époque du franquisme, celle de la transition vers la démocratie (1975-1982), les années des premiers gouvernements élus, la plus jeune génération engagée à partir des années 1990).

Ce prisme générationnel permet non seulement de saisir les évolutions du contexte socio-historique du Pays basque mais surtout de comprendre les motivations d'acteurs qui, y compris en contexte démocratique, ont fait le choix d'une lutte politico-militaire pour mener à bien leur projet d'indépendance. L'originalité du propos consiste également à donner la parole à des militant-e-s « ordinaires » et pourtant très engagé-e-s. Les femmes ayant pris leur part dans la lutte au même titre que les hommes, nous leur avons donné la parole à part égale avec ces derniers.